

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 92 — 1780

[S-C — 29358]

6 JANVIER 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant et complétant l'arrêté de l'Exécutif du 5 novembre 1987, déterminant les modalités d'agrément, de fermeture et la procédure de recours pour les hôpitaux, services hospitaliers, services médico-techniques lourds, sections, fonctions, initiatives d'habitations protégées et associations d'institutions et de services psychiatriques

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987 et modifiée par les lois des 30 décembre 1988, 22 décembre 1989, 20 juillet 1990 et 29 décembre 1990, notamment les articles 44, 71 à 76*bis*;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 déterminant les modalités d'agrément, de fermeture et la procédure de recours pour les hôpitaux et services hospitaliers;

Vu l'avis du Conseil Communautaire des Etablissements de Soins;

Considérant que la sécurité juridique impose d'informer sans délai les différents pouvoirs-organismes concernés par cette réglementation des procédures à suivre;

Vu l'urgence ainsi motivée;

Sur proposition du Ministre ayant la Santé dans ses attributions;

Vu la délibération de l'Exécutif du 18 décembre 1991,

Arrête :

Article 1er. Dans le texte suivant, on entend par « arrêté », l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 déterminant les modalités d'agrément, de fermeture et la procédure de recours pour les hôpitaux et services hospitaliers.

Art. 2. Dans tout l'arrêté, à l'exception de ses articles 3 et 9, la mention « un hôpital ou service hospitalier » est remplacée par la mention « un hôpital, un service hospitalier, un service médico-technique lourd, une fonction, une section, une initiative d'habitation protégée ou une association d'institutions et de services psychiatriques ».

Art. 3. Pour l'application de l'arrêté du 5 novembre 1987 tel que modifié par le présent arrêté, il y a lieu de faire la distinction entre les fonctions que chaque hôpital ou service hospitalier est tenu d'assurer pour être agréé en tant qu'hôpital ou service hospitalier et les autres fonctions. Les premières sont incluses dans l'agrément de l'hôpital ou du service hospitalier. Les autres font l'objet d'un agrément spécifique.

Art. 4. L'article 3 de l'arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour être recevable, la demande d'agrément doit être précédée de l'envoi au Ministre d'un dossier administratif comprenant :

I. Dans le cas d'un hôpital ou d'un service hospitalier :

1° une autorisation, délivrée par le Ministre, selon laquelle l'hôpital ou le service hospitalier s'intègre dans le cadre de la programmation hospitalière;

2° une autorisation, spécifique de la mise en service et à l'exploitation de services hospitaliers;

3° un document, signé par les intéressés, mentionnant le nom du gestionnaire de l'hôpital et du médecin en chef responsable du département médical;

4° un document mentionnant la composition du conseil médical;

5° la liste nominative des médecins et du personnel infirmier et soignant par service ainsi que du personnel paramédical avec leur qualification et leur numéro d'immatriculation, dont il ressort que l'hôpital ou le service hospitalier répond aux normes imposées;

6° un plan indiquant les voies de communication internes de l'établissement, la destination des locaux et le nombre de lits des chambres d'hospitalisation;

7° une note descriptive indiquant de quelle manière il est répondu aux normes concernant l'équipement technique;

8° une note descriptive indiquant de quelle manière il est répondu aux normes complémentaires et aux fonctions obligatoires que l'hôpital ou le service hospitalier est tenu d'assurer;

9° le cas échéant, une copie de la convention conclue entre l'hôpital pour lequel l'agrément ou l'agrément d'un service est demandé, et les institutions avec lesquelles une liaison fonctionnelle doit être assurée, conformément aux normes d'agrément en vigueur;

10° une attestation dûment datée et signée, du Bourgmestre de la Commune où est établi l'hôpital, aux termes de laquelle il est satisfait aux normes de protection contre l'incendie. Cette attestation est rédigée après que le service d'incendie compétent ait fait rapport sur la situation en matière de sécurité contre l'incendie dans l'établissement.

L'attestation et le rapport ne peuvent dater de plus d'un an au moment de l'introduction de la demande sauf lorsque celle-ci concerne une modification d'indice d'un service hospitalier inclus dans un établissement déjà agréé et qu'elle n'entraîne aucune modification architecturale susceptible de remettre en cause la sécurité dans l'établissement. Dans ce cas, l'article 9, 3°, est d'application.

II. Lorsque la demande d'agrément concerne un service médico-technique lourd, une section ou une fonction :

1° une note descriptive indiquant de quelle manière il est répondu aux normes tant du point de vue architectural, fonctionnel, organisationnel et de l'équipement technique; s'il échoue, les pièces justificatives seront jointes; cette note sera dûment signée par le gestionnaire et le médecin spécialiste responsable du service médico-technique lourd, de la fonction ou de la section;

2° le cas échéant, une copie de la convention conclue entre l'hôpital pour lequel l'agrément d'un service médico-technique lourd, d'une fonction ou d'une section est demandé et les institutions avec lesquelles une liaison fonctionnelle doit être assurée, conformément aux normes d'agrément en vigueur;

3° le cas échéant, une copie de la décision ministérielle démontrant que les règles de réduction équivalente en matière de lits hospitaliers sont respectées.

III. Dans le cas d'une demande d'agrément comme initiative d'habitation protégée :

1° le cas échéant, une copie de la décision ministérielle accordant l'autorisation de mise en service de places d'habitations protégées.

2° une copie de l'arrêté d'agrément de l'association pour la création et la gestion d'initiatives d'habitations protégées;

3° une note descriptive indiquant le nom du coordinateur responsable, le nom du médecin spécialiste en neuropsychiatrie ou en psychiatrie. Ce document doit être signé par tous les intéressés.

4° une liste du personnel occupé dans les habitations protégées mentionnant les qualités, nom, numéro d'immatriculation et la durée du travail hebdomadaire,

5° une copie du règlement d'ordre intérieur;

6° un plan indiquant la situation et l'implantation des places d'habitations protégées, la destination des locaux et le logement des patients;

7° une note descriptive démontrant que les normes fonctionnelles, architecturales et d'organisation ont été respectées;

8° une déclaration datée et signée par le gestionnaire responsable de l'habitation protégée attestant que les mesures de précaution pour éviter tout sinistre ont été prises à l'intérieur de l'immeuble affecté à usage d'habitation protégée;

IV. Dans le cas d'une demande d'agrément comme association d'institutions et de services psychiatriques :

A. Association pour la création et la gestion d'initiatives d'habitations protégées.

1° une copie de la convention écrite et signée par tous les participants à l'association;

2° une copie des statuts de l'A.S.B.L. ainsi que la preuve de leur publication au *Moniteur belge* ou celle des statuts de l'association telle que visée à l'article 118 de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux C.P.A.S. ainsi que la preuve de leur approbation par le Ministre compétent;

3° une liste nominative indiquant la qualité des personnes composant le Comité visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques.

B. Association comme plate-forme de concertation.

1° une copie de la convention écrite conclue et signée par tous les établissements et services participants;

2° copie des lettres recommandées à tous les établissements et services psychiatriques de la région desservie auxquels cette convention a été proposée;

3° une note décrivant la région desservie;

4° le cas échéant, une copie de l'accord de collaboration conclu entre l'association et un ou plusieurs établissements ou services n'en faisant pas partie;

5° une note indiquant le nom et la qualité des personnes faisant partie du comité de concertation de l'association.

Art. 5. La troisième phrase du premier alinéa de l'article 7 de l'arrêté est remplacée par : « L'agrément est accordé pour une durée maximale de cinq ans et mentionne le nombre de lits ou de places en distinguant, le cas échéant, les services visés, les fonctions ou les sections ».

Art. 6. a) Dans le 1er alinéa de l'article 9 de l'arrêté, les mots « de l'hôpital » sont remplacés par le mot « concerné ».

b) Le 1° du 2e alinéa du même article est remplacé par :

« 1° s'il s'agit d'un hôpital ou de services hospitaliers : ceux visés à l'article 3 du présent arrêté sous I, 3°, 4° et 5°;

2° s'il s'agit d'une initiative d'habitations protégées : ceux visés à l'article 3 du présent arrêté sous III, 3°, 4°;

3° s'il s'agit d'une association d'institutions et de services psychiatriques : ceux visés à l'article 3 du présent arrêté sous IV, A, 1° ou, selon le cas, sous IV, B, 1°. »

c) Le 2° du 2e alinéa du même article est remplacé par :

« Si des modifications y ont été apportées :

1° s'il s'agit d'un hôpital ou de services hospitaliers : ceux visés à l'article 3 du présent arrêté sous I, 6°, 7°, 8° et 9°;

2° s'il s'agit d'un service médico-technique lourd, d'une fonction ou d'une section : ceux visés à l'article 3 du présent arrêté sous II, 1° et 2°;

3° s'il s'agit d'une initiative d'habitations protégées : ceux visés à l'article 3 du présent arrêté sous III, 5°, 6° et 7°;

4° s'il s'agit d'une association d'institutions et de services psychiatriques : ceux visés à l'article 3 du présent arrêté sous IV, A, 2° et 3° ou, selon les cas, sous IV, B, 2°, 3°, 4° et 5°. »

Art. 7. Jusqu'au 26 juillet 1993, le dossier administratif prévu à l'article 3 de l'arrêté ne devra pas comporter la copie visée sous le III, 2° de cet article.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 janvier 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
F. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 92 — 1780

[C — 20385]

6 JANUARI 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende wijziging en aanvulling van het besluit van de Executieve van 5 november 1987 tot bepaling van de nadere regels voor de erkenning en de sluiting alsook van de procedure inzake beroep voor de ziekenhuizen en de ziekenhuisdiensten, zware medisch-technische diensten, afdelingen, functies, initiatieven van beschut wonen en samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 en gewijzigd bij de wetten van 30 december 1988, 22 december 1989, 20 juli 1990 en 29 december 1990, inzonderheid op de artikelen 44, 71 tot 76 bis;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 november 1987 tot bepaling van de nadere regels voor de erkenning en de sluiting alsook van de procedure inzake beroep voor de ziekenhuizen en de ziekenhuisdiensten;

Gelet op het advies van de Raad voor verzorgingsinstellingen van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat omwille van de rechtszekerheid de verschillende inrichtende machten waarop die regeling van toepassing is over de te volgen procedures dienen te worden ingelicht;

Gelet op de aldus gemotiveerde dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 18 december 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. In de hierna volgende tekst wordt onder « besluit » verstaan, het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 november 1987 tot bepaling van de nadere regels voor de erkenning en de sluiting alsook van de procedure inzake beroep voor de ziekenhuizen en de ziekenhuisdiensten.

Art. 2. In het gehele besluit, met uitsluiting van de artikelen 3 en 9, wordt de vermelding « een ziekenhuis of ziekenhuisdienst » vervangen door de vermelding « een ziekenhuis, een ziekenhuisdienst, een zware medisch-technische dienst, een functie, een afdeling, een initiatief van beschut wonen of een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten ».

Art. 3. Voor de toepassing van het besluit van 5 november 1987 zoals gewijzigd bij dit besluit, moet er een onderscheid worden gemaakt tussen de functies die elk ziekenhuis of elke ziekenhuisdienst moet uitoefenen om als ziekenhuis of ziekenhuisdienst te worden erkend, en de andere functies. De eerstgenoemde functies worden inbegrepen in de erkenning van het ziekenhuis of van de ziekenhuisdienst. De andere maken deel uit van een bijzondere erkenning.

Art. 4. Artikel 3 van het besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag om erkenning voorafgegaan worden door de toezending aan de Minister van een administratief dossier dat de volgende bescheiden omvat :

I. Voor een ziekenhuis of een ziekenhuisdienst :

1° een vergunning, door de Minister uitgereikt, volgens welke het ziekenhuis of de ziekenhuisdienst past in het kader van de ziekenhuisprogrammatie;

2° een specifieke vergunning voor de ingebruikneming en de exploitatie van ziekenhuisdiensten;

3° een document, door de betrokkenen ondertekend, met vermelding van de naam van de beheerder van het ziekenhuis en van de hoofdgeneesheer die voor het medisch departement verantwoordelijk is;

4° een document met vermelding van de samenstelling van de Medische Raad;

5° een lijst met vermelding van de namen van de geneesheren en van het verpleegkundig en verzorgend personeel voor elke dienst alsmede van het paramedisch personeel, met hun kwalificatie en hun inschrijvingsnummer, waaruit blijkt dat het ziekenhuis of de ziekenhuisdienst aan de vereiste normen voldoet;

6° een plan met vermelding van de interne verbindingswegen van de instelling, de bestemming van de lokalen en het aantal bedden in de kamers voor de ziekenhuisverpleging;

7° een beschrijvende nota die aantoont hoe aan de normen betreffende de technische uitrusting voldaan is;

8° een beschrijvende nota die aantoont hoe aan de aanvullende normen en aan de verplichte functies die een ziekenhuis of een ziekenhuisdienst moet vervullen voldaan is;

9° in voorkomend geval, een copie van de overeenkomst gesloten tussen het ziekenhuis waarvan de erkenning of waarvoor de erkenning van een dienst aangevraagd wordt, en de instellingen waarmee een functionele verbinding moet bestaan, overeenkomstig de geldende erkenningsnormen;

10° een behoorlijk gedateerd en getekend attest van de burgemeester van de gemeente waar het ziekenhuis gevestigd is, waaruit blijkt dat voldaan is aan de normen inzake brandbeveiliging. Dit attest wordt opgesteld nadat de bevoegde brandweerdienst een verslag heeft uitgebracht over de toestand inzake brandbeveiliging in de instelling.

Het attest en het verslag kunnen niet ouder dan één jaar zijn op het ogenblik van de indiening van de aanvraag, behalve wanneer deze betrekking heeft op een wijziging van de categorie van een ziekenhuisdienst die van een al erkende instelling deel uitmaakt en wanneer ze tot geen architecturale wijziging leidt die de veiligheid in de instelling zou kunnen bedreigen.

In dit geval is artikel 9, 3°, van toepassing.

II. Wanneer de erkenningsaanvraag een zware medisch-technische dienst, een afdeling of een functie betreft

1° een beschrijvende nota met vermelding van de manier waarop voldaan is aan de normen vanuit een architecturaal, functioneel en organisatorisch standpunt, en op het gebied van de technische uitrusting; desnoods zullen de bewijsstukken bijgevoegd worden; deze nota zal behoorlijk ondertekend worden door de beheerder en de geneesheer-specialist die verantwoordelijk is voor de zware medisch-technische dienst, de functie of de afdeling;

2° zo nodig, een copie van de overeenkomst gesloten tussen het ziekenhuis waarvoor een erkenning-saanvraag voor een zware medisch-technische dienst, een functie of een afdeling, wordt ingediend, en de instellingen waarmee een functionele verbinding moet bestaan, overeenkomstig de geldende erkenningsnormen;

3° zo nodig, een copie van de ministeriële beslissing waarbij bewezen wordt dat de regeling inzake gelijkwaardige vermindering met betrekking tot ziekenhuisbedden nageleefd wordt.

III. In het geval van een aanvraag tot erkenning als initiatief van beschut wonen :

1° zo nodig, een copie van de ministeriële beslissing houdende toekenning van de vergunning tot ingebruikneming van plaatsen van beschut wonen;

2° een copie van het besluit tot erkenning van het samenwerkingsverband voor de oprichting en het beheer van initiatieven van beschut wonen;

3° een beschrijvende nota met vermelding van de naam van de verantwoordelijke coördinator, de naam van de geneesheer-specialist in de neuropsychiatrie of in de psychiatrie. Dit document moet ondertekend worden door alle betrokkenen;

4° een lijst van het personeel dat tewerkgesteld wordt in de beschutte woonvormen met vermelding van de hoedanigheid, de naam, het inschrijvingsnummer en de wekelijkse arbeidsduur;

5° een copie van het huishoudelijk reglement;

6° een plan met vermelding van de lokalisatie en de ligging van de plaatsen van beschut wonen, de bestemming van de lokalen en de huisvesting van de patiënten;

7° een beschrijvende nota waarbij aangetoond wordt dat de functionele, architecturale en organisatorische normen werden nageleefd;

8° een door de voor het beschut wonen verantwoordelijke beheerder ondertekende en gedateerde verklaring waarbij wordt bevestigd dat de maatregelen ter voorkoming van elke schade binnen het gebouw bestemd voor beschut wonen, werden getroffen.

IV. Als het gaat om een aanvraag om erkenning als samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen en diensten :

A. Samenwerkingsverband voor de oprichting en het beheer van initiatieven van beschut wonen :

1° een afschrift van de overeenkomst die werd opgesteld en ondertekend door alle deelnemers aan het samenwerkingsverband;

2° een copie van de statuten van de VZW alsook het bewijs van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* of van de bekendmaking van de statuten van het samenwerkingsverband zoals bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1978 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn alsook het bewijs dat ze goedgekeurd werden door de bevoegde Minister;

3° een naamlijst met vermelding van de hoedanigheid van de leden van het comité bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten.

B. Samenwerkingsverband als overlegbasis :

1° een copie van de schriftelijke overeenkomst gesloten en ondertekend door alle deelnemende instellingen en diensten;

2° een copie van de aangetekende brieven aan alle psychiatrische instellingen en diensten van het bestreken gebied waaraan de overeenkomst werd voorgelegd;

3° een nota die het bestreken gebied beschrijft;

4° zo nodig, een copie van het samenwerkingsakkoord gesloten tussen het samenwerkingsverband en één of meer instellingen of diensten die er niet deel van uitmaken;

5° een nota met vermelding van de naam en de hoedanigheid van de leden van het overlegcomité van het samenwerkingsverband.

Art. 5. De derde zin van het eerste lid van artikel 7 van het besluit wordt vervangen door : « De erkenning wordt voor een maximumduur van vijf jaar verleend en vermeldt het aantal bedden of plaatsen, waarbij, in voorkomend geval, de bedoelde diensten, de functies of de afdelingen onderscheiden worden ».

Art. 6. a) In het eerste lid van artikel 9 van het besluit, worden de woorden « de beheerder van het ziekenhuis » vervangen door « de betrokken beheerder ».

b) Het 1° van het tweede lid van hetzelfde artikel wordt vervangen door :

« 1° als het om een ziekenhuis of ziekenhuisdiensten gaat : deze bedoeld in artikel 3, I, 3°, 4° en 5° van dit besluit;

2° als het om een initiatief van beschut wonen gaat : deze bedoeld in artikel 3, III, 3°, 4°, van dit besluit;

3° als het om een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen of diensten gaat : deze bedoeld in artikel 3, IV, A, 1° of, naargelang het geval, IV, B, 1° van dit besluit. ».

c) Het 2° van het tweede lid van hetzelfde artikel wordt vervangen door :

« Indien er veranderingen werden aangebracht :

1° als het om een ziekenhuis of ziekenhuisdiensten gaat : deze bedoeld in artikel 3, I, 6°, 7°, 8° en 9° van dit besluit;

2° als het om een zware medisch-technische dienst, een functie of een afdeling gaat : deze bedoeld in artikel 3, II, 1° en 2°, van dit besluit;

3° als het om een initiatief van beschut wonen gaat : deze bedoeld in artikel 3, III, 5°, 6° en 7° van dit besluit;

4° als het om een samenwerkingsverband van psychiatrische instellingen of diensten gaat : deze bedoeld in artikel 3, IV, A, 2° en 3° of, naargelang het geval, IV, B, 2°, 3°, 4° en 5°. ».

Art. 7. Tot 28 juli 1993 zal het administratief dossier waarvan sprake in artikel 3 van het besluit de copie bedoeld onder III, 2° van dit artikel niet moeten omvatten.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 januari 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap .

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME